

Les spécialistes ne cachait pas leur ennui : cette campagne de premier tour ronronnait. Ils auraient dû s'inquiéter : 74 % des citoyens jugeaient que Jospin et Chirac avaient le même programme ; mais non, les spécialistes étaient formels : les deux « grands » candidats seraient « qualifiés » pour le second tour. Alors, la « véritable » campagne présidentielle débiterait. Enfin. Mais le peuple décervelé n'a pas écouté les spécialistes. Et l'épilogue a été brutal.

Espoir et désespoir

Après avoir qualifié les résultats du 21 avril de « coup de tonnerre », le candidat « d'inspiration socialiste » arrivé derrière Le Pen, avec moins de 12 % des inscrits, 16,2 % des votants, et a tiré sa révérence. Deux semaines après ce coup de torchon, celui que Lionel Jospin jugeait « vieilli, usé, fatigué » était réélu, avec un score soviétique, président de la V^e République. À l'exception de quelques organisations, groupes et revues (dont Carré Rouge), la plupart des partis, syndicats, associations, journaux avaient appelé à voter Chirac pour faire « rempart au fascisme », « défendre et sauver la République ».

L'ampleur des bouleversements politiques actés lors de ces élections exige de prendre du recul pour essayer d'analyser la situation politique française dans toute sa richesse, sa complexité.

DE JUPPÉ À JOSPIN

Le 8 mai 1997, dans un supplément spécial, le comité de rédaction de Carré rouge écrivait : « Il ne fait au-

cun doute que la dissolution précipitée de l'Assemblée nationale est l'effet différé des grandes grèves et des puissantes manifestations de novembre-décembre 1995 contre la loi Juppé ».

À l'époque, le gouvernement Chirac-Juppé ne tenait plus, n'en pouvait plus. Les forces sociales mises en branle en novembre-décembre 1995, la puissance des millions de grévistes et de manifestants risquaient à tout moment, par l'action, de déborder les appareils syndicaux, de passer des fonctionnaires aux salariés du privé. Le gouvernement de « droite » n'était plus en état de « qualifier la France pour l'euro ». Nous avons caractérisé cette dissolution de véritable « sauve qui peut » politique.

C'est dans ces conditions d'affrontement, de tension sociale extrême que la « gauche plurielle » remportait, malgré elle, les élections législatives. Nous avons insisté sur le fait que les salariés avaient voté contre Juppé-Chirac, donc pour la gauche, mais sans enthousiasme ni grande illusion : le catastrophique bilan so-

cial et politique du mitterrandisme était dans toutes les mémoires. Le Front National (14,61 %) se maintenant au second tour dans nombre de circonscriptions, et facilitait la « victoire » de la « gauche plurielle ».

Le Parti Socialiste, emmené par son premier secrétaire, revendiquait le « réalisme de gauche » mais faisait cependant campagne contre le traité d'Amsterdam, qualifié de plan de « super-rigueur », prenant l'engagement formel de refuser de l'appliquer, de stopper tout aussi formellement les privatisations des entreprises publiques et d'abroger les lois Debré-Pasqua.

Quelques jours après la victoire électorale, Lionel Jospin, accompagné de J. Chirac à un sommet européen, affirmait que la France respecterait sa parole, donc le traité d'Amsterdam... et tançait Pierre Moscovici, ministre aux Affaires Européennes, qui avait réaffirmé sa certitude que L. Jospin appliquerait son programme... « La campagne électorale est terminée » précisa le Premier ministre avec un cynisme tranquille. La France, les « deux têtes de l'exécutif », parlaient d'une même voix. Quelques semaines plus tard, le Premier ministre mettait les parle-

mentaires socialistes en garde contre le « mythe du mandat impératif ».

Pour bien signifier que la « gauche plurielle » respecterait les engagements du Traité de Maastricht, agirait pour réussir l'Euro, le Ministre des finances engageait immédiatement la privatisation de France Telecom et d'Air France, avec le soutien résolu du ministre communiste des Transports [1]. Après un compatissant tour de piste, les salariés de Renault-Vilvoorde Belgique étaient abandonnés à leur sort, la loi Debré-Pasqua maintenue, l'augmentation des minima sociaux sèchement refusée... La saga d'un gouvernement béni des médias, des salles de marché et des sondeurs, baptisé « dream team », débutait dans l'allégresse. Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn lançaient les « emplois jeunes », véritable institutionnalisation de la précarité et de la pauvreté, les privatisations se succédaient à un rythme qui laissait Raymond Barre admiratif ; de son côté, Claude Allègre montait avec morgue et vulgarité à l'assaut du « mammoth », agressant comme jamais enseignants et personnels de l'Éducation nationale. Chirac le félicitait : c'était mieux que Bay-

rou... et l'inamovible Luc Ferry (déjà !) restait aux affaires, c'est-à-dire aux programmes scolaires. Enfin, les 35 heures imposaient aux salariés ce que le patronat avait rêvé sans jamais y parvenir : gains de productivité permanents par l'instauration de la flexibilité, de l'annualisation du temps de travail, de la polyvalence, et blocage des salaires sur plusieurs années. En somme, travailler plus pour gagner moins. Le patronat était incité financièrement à mettre en œuvre cette réforme : sans vergogne le gouvernement mobilisa les fonds de la Sécurité Sociale pour le MEDEF ! 35 heures, emplois jeunes, PARE, épargne salariale, Nicole Notat, sur le départ de la CFDT, a raison de souligner que c'est en grande partie « son programme » qu'avec des méthodes « discutables » le gouvernement Jospin a mis en œuvre. Durant cette faste période, la France menait au côté de l'impérialisme US la guerre en ex-Yougoslavie et engageait sur le territoire national la chasse aux émigrés... Et, déjà, J. P. Chevènement stigmatisait les « sauvegeons ».

L'EXPLOSION DE...

Catégorie	mars 2002	Variation fév. 2002	Variation mars 2001	Variation juin 1997
Chômeurs officiels				
Catégorie 1 brut 2 231 300-	2,68 %	7,08 %	-24,16 %	
Chômeurs officiels	2 027 505	0,95 %	- 1,99 %	10,53 %
Chômeurs à temps partiel 1 244 400	1,65 %	- 2,42 %	40,15 %	
Chômeurs en préretraite 452 205	0,06 %	2,97 %	4,63 %	
Chômeurs en formation	41 900	- 9,31 %	- 22,69 %	- 66,21 %
CES	289 000	1,05 %	- 3,67 %	- 25,94 %
TOTAL	4 258 805- 0,98 %	2,56 %	- 10,84 %	

LA MISÈRE

Cette politique s'est poursuivie sans encombre majeurs, jusqu'en février-mars 2000.

« Notre politique réduit le chômage, remet les jeunes au travail, crée de l'emploi », répétait Lionel Jospin. L'argument repris, répété à satiété par la presse, soutenu par les confédérations syndicales, notamment la CGT, a porté (un temps) sur l'opinion publique. En somme, la France allait mieux. Et les deux « têtes de l'exécutif » s'entendaient à merveille. Sans cesse, à tout propos, revenait le mot talisman : la citoyenneté...

En, vérité, que s'est-il passé ?

Les chiffres du chômage officiel ont baissé. Ceux de la précarité ont explosé. Pour s'en convaincre, il suffit de reproduire le baromètre du chômage que Marianne publie chaque mois (voir ci-contre celui d'avril 2002).

À ces 4 258 805 chômeurs officiels et officieux, il faut, insistent les experts, ajouter les RMIstes, et surtout plusieurs millions de travailleurs pauvres... assujettis aux cinq (!) SMIC différents créés par la gauche ! Ainsi, 9 millions de personnes disposent de moins de 700 euros par mois, pour survivre. 700 euros, 4 500 francs.

Loin de remettre la France au travail, comme s'en vantait Jospin dans son bilan, il a précipité une part croissante de salariés dans la précarité, l'intérim, l'insécurité sociale, économique, scolaire, contraignant les chômeurs à subir le PARE, stigmatisant de surcroît ceux qui touchent les « minima sociaux » en « assistés » Vae victis. Malheur aux vaincus.

On peut penser que nous exagérons, que le tableau que nous dressons est apocalyptique. Au soir de son échec aux législatives, Martine Au-

bry, émue, déclare : « Des gens qui se sentent exclus, abandonnés, alors que la situation de leur voisin s'améliore. Des gens qui n'appartiennent plus à la société, à qui il serait même indécent de parler de vote, tant leur situation personnelle est dramatique. Beaucoup de salariés aussi, des gens courageux, qui travaillent pour des salaires faibles, et qui trouvent que nous ne sommes pas assez à côté d'eux ».

Finalement, l'ex-ministre signe l'acte d'accusation le plus implacable contre ces cinq années de « gauche plurielle ».

Loin des « start up », cette France, celle des banlieues dépotoir, des HLM dégradés, avec ses services publics en déshérence, son supermarché protégé par des vigiles, l'école et le commissariat de police bunkérisés, c'est elle qui s'est manifestée au premier tour de l'élection présidentielle. Une France urbaine déglinguée, désespérée, en souffrance. Mais également une France rurale où les bureaux de poste disparaissent ou doivent être financés par des municipalités sans moyens, alors que les fermetures de PME transforment en désert des régions entières (Fécamp, Soissons, la Manche, etc.). RMI, intérim, petits boulots, débrouille : voilà ce que durant trois ans le gouvernement de la « gauche plurielle » va semer à tous vents.

Et encore : la mobilisation des fonctionnaires a évité le pire. En effet, après trois années d'offensive anti-ouvrière, Lionel Jospin, dopé par les sondages de popularité, loué par les journalistes, félicité par Bruxelles, s'engage alors dans une nouvelle phase de sa politique libérale : c'est la célèbre « Réforme de l'État ».

MARS 2000 : LA RUPTURE

Une immense et magnifique mobilisation des enseignants, des salariés des impôts bloque cette offensive. Sur le champ.

Jusqu'alors, le gouvernement avait affronté des secteurs limités (enseignants du 93, routiers, premières grèves d'hospitaliers). Là, enseignants et fonctionnaires font bloc. Par millions. Par la grève et la manifestation. L'affrontement tourne à la déroute politique pour le Premier ministre. Son gouvernement vacille. Allègre, Sautter, Zucharelli sont démissionnés par Jospin... Fabius, Lang, Mélenchon les remplacent. Exit la « réforme de l'État ». C'est la rupture entre les salariés et la gauche libérale gouvernementale. Pour la première fois depuis 1981, la lutte des classes a eu raison, par l'action directe, d'un gouvernement de gauche.

Nous avons souligné le caractère définitif de cette rupture entre le peuple et ses prétendus représentants. C'est évidemment de ce moment que date l'explosion de la « gauche plurielle » et aussi l'accroissement du processus de radicalisation qui s'était matérialisé, lors des élections européennes, par le succès de la liste Laguiller-Krivine.

Quelques mois plus tard, contredisant les sondages, le résultat des élections municipales exprimait de manière spectaculaire cette tendance. Le PCF, sans lequel jamais le PS et les Verts n'auraient pu mener leur politique anti-ouvrière, subissait une véritable débâcle, perdant des dizaines de villes, certaines acquises depuis des lustres. Le Parti Socialiste connaissait un sort identique, mais l'ampleur du désastre était occultée par les « succès » de Paris et Lyon. Tout un symbole. La « gauche plu-

rielle » chassée des circonscriptions ouvrières, populaires, et devenue majoritaire dans deux grandes villes socialement, politiquement bourgeoises, confrontées à la corruption, à la division de ses partis traditionnels. Les centres villes votent pour le PS et les Verts. Les banlieues ouvrières s'abstiennent en masse et commencent à voter pour les candidats d'extrême gauche ; et l'électorat du Front National se cristallise.

En somme les résultats du 21 avril étaient contenus dans les rapports politiques vivants, tels qu'ils se sont progressivement tissés durant cinq ans, entre les salariés, les chômeurs et le gouvernement.

Jamais un gouvernement de « gauche » n'aura agi sur cette durée, avec cette cohérence, cette intelligente pugnacité (la modernité !) au compte du capital financier : privatisations, offensive contre les statuts dans la fonction publique, renforcement du plan Juppé, notamment à l'hôpital, attaques tous azimuts contre l'enseignement, Lang et Mélenchon [2] poursuivant avec d'autres moyens la politique d'Allègre, sans oublier la multitude des « aides » aux entreprises, les avantages fiscaux pour le patronat, les baisses de charges ou des impôts, et les nombreux cadeaux pour les actionnaires et les possesseurs de stocks options... Avec l'épargne salariale, la prime à l'emploi, la baisse des impôts directs, Laurent Fabius aura vraiment mérité du MEDEF. On comprend que le président de l'organisation patronale, à la veille du premier tour, ait refusé de « labelliser un candidat ». Les deux « principaux », Chirac et Jospin, étaient bien acquis à sa cause.

Nous renvoyons nos lecteurs à ce que nous écrivions à la veille des élections présidentielles dans les

n° 18, 19, 20 et 21 de la revue. Chacun pourra juger de la continuité de notre analyse.

UNE SOCIÉTÉ DE

La stratégie de Lionel Jospin était bâtie sur un postulat clamé sur tous les tons, qui, insistait-il, le distinguait radicalement de l'horrible Tony Blair : oui à l'économie de marché, non à la société de marché. Cette conception, précisait même J. Luc Mélenchon, qui payait cash son maroquin ministériel, « fait du gouvernement de L. Jospin le plus à gauche d'Europe ».

Évidemment, les faits ont infligé un terrible camouflet à cette mensongère affirmation. La mise en œuvre des normes « anglo-saxonnes » de libéralisation capitaliste a provoqué ce que nombre de responsables d'ONG [3], d'animateurs des Restaurants du cœur, d'associations caritatives constataient avec inquiétude depuis des mois : l'augmentation exponentielle de la misère. Oui : la misère, et son cortège de drames. Des salariés si mal payés, incapables de payer leur loyer, des familles disloquées, des mères célibataires contraintes au vol, quand ce n'est pas à la prostitution, pour nourrir leurs enfants ; populations déclassées, parquées dans des quartiers ghettos, véritables réserves d'« exclus » (40 à 50 % de chômeurs !) au premier rang desquels les parias, les immigrés. Victimes parmi les victimes. Et le racisme qui partout s'infiltré, érodant les résistances, disloquant les solidarités, provoquant un repli identitaire, livrant ces zones à l'influence religieuse, au pire des communautarismes.

La paupérisation provoque la lumpénisation. Dégradation de l'habitat,

désocialisation, illettrisme, maladies, alcoolisme, drogue, les trafics en tout genre de « l'économie souterraine » débouchent sur les violences, la petite barbarie. L'insécurité sociale, économique, génère inévitablement l'insécurité pour les biens et les personnes. C'est un vieux fléau du capitalisme. Engels a décrit et analysé cette réalité dans Situation des classes laborieuses en Angleterre [4]. Deux siècles plus tard, on retrouve les mêmes « fondamentaux » avec la société de marché. L'horreur économique et sociétale.

La gauche plurielle est totalement responsable de ce résultat. Socialistes, communistes, Verts, comme les partis bourgeois, mènent la lutte (ou prétendent lutter) contre les conséquences et non contre les causes du système capitaliste. Ainsi Julien Dray réclamait-il (avec un succès grandissant) des dirigeants socialistes qu'ils exercent avec plus de fermeté encore sa « politique » sécuritaire. Et la télévision, TF1 en tête, l'invitait à vulgariser son « expertise », à populariser sa lutte contre « l'angélisme ».

Il avait été chercher l'inspiration... aux États-Unis, près du maire de New York, où la « tolérance-zéro » s'applique avec succès (emprisonnement et peine de mort) aux chômeurs et aux travailleurs pauvres, délinquants, surtout quand ils sont noirs. Odieuse politique qui a conduit PS et PCF à concurrencer la droite et l'extrême droite sur le registre sécuritaire. Auparavant, les mairies ouvrières étaient, bon an, mal an, des points d'appui dans la lutte anticapitaliste. On se réclamait du mouvement ouvrier, d'autres « valeurs » : cette époque est révolue. La plupart des maires PS, PCF, Verts, privatisent les services municipaux, agissent de même avec les transports ur-

bains. Tout logiquement, ils sont devenus des « acteurs » de la lutte contre l'insécurité, avec des polices municipales, des milices, la multiplication des mesures liberticides, et la honteuse litanie des propositions pour réprimer la jeunesse. Au point que D. Vaillant [5] et J. Dray accusaient, durant la campagne, Chirac d'avoir copié les chapitres sur l'insécurité dans le programme de Jospin ! Un aspect déterminant de cette politique est illustré par la question de l'habitat : ces cinq dernières années sont celles où, depuis 1981, on a le moins construit de logements sociaux ! Or 3 millions de salariés, de chômeurs, recherchent un appartement ou sont « mal logés ». Faut-il rappeler que Marie-Noëlle Lieman, animatrice de la « gauche socialiste », était ministre du logement. Ces faits expliquent l'ampleur du rejet, du dégoût qui s'est exprimé dans les urnes contre le PS et le PCF. Et les records d'abstention. Venons-en aux résultats eux-mêmes.

Pour la première fois depuis 1969, le Parti Socialiste est éliminé au premier tour de la présidentielle. Le PCF, avec un score groupusculaire, disparaît de la scène nationale. C'est un événement historique.

LE PARTI SOCIALISTE

Nous l'avons analysé, décrit par le menu, dans nos dernières livraisons : le parti fondé en 1971 par François Mitterrand s'est progressivement vidé de son contenu social, politique, idéologique. Il est devenu une formation représentant les couches privilégiées du salariat, des cadres supérieurs et professions libérales, dirigé, pour l'essentiel, par des hauts fonctionnaires formés à l'Ena, les institutions européennes, ou à la direction

des grands groupes industriels et financiers. Sur les 21 dernières années, la gauche a gouverné 15 ans : ses structures dirigeantes se sont progressivement calquées sur celles de l'État, des groupes de communication ; le mouvement ouvrier est un lointain souvenir...

Comme c'était prévisible, le Parti Socialiste est défait aux législatives dans la France urbaine, ouvrière, populaire. Martine Aubry et Pierre Moscovici sont battus dans deux circonscriptions ouvrières. À Paris, le PS et les Verts gagnent trois sièges et deviennent majoritaires...

À cet égard, la formation du gouvernement Raffarin offre un savoureux exemple. Le ministre de l'économie et des finances est un ancien PDG de la sidérurgie. Francis Mer a restructuré à la hache le secteur, licenciant les salariés par dizaines de milliers. Martine Aubry, qui a travaillé dans le même secteur, le décrit comme un patron de « gauche », un ami. Dominique Strauss-Kahn n'est pas en reste : il rappelle qu'il a créé avec Francis Mer et Philippe Herzog (PCF) le « Cercle de l'Industrie ». L'anecdote est touchante et illustre ce permanent va-et-vient des dirigeants socialistes, des postes de pouvoir gouvernementaux, européens aux cercles dirigeants des grands groupes capitalistes.

Le désastre enregistré par le parti Socialiste, notamment dans les quartiers populaires, ne s'explique pas autrement. Ce parti s'est aliéné chômeurs, salariés du privé, du public.

En 1995, au 1^{er} tour de la présidentielle, le PS obtient 7 097 000 voix.

En 1997, au 1^{er} tour des législatives, le PS obtient 5 961 000 voix.

Le 21 avril 2002, au 1^{er} tour de la présidentielle, Jospin obtient 4 610 000 voix. Il perd 2 500 000 voix par rapport à 1995 et près de 1 500 000 par

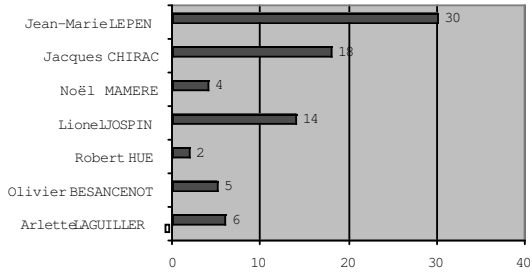
rapport à 1997 !

Le lendemain, 22 avril, la Tribune publie un sondage réalisé sur 5 732 votants, à la sortie des bureaux de vote. Ce tableau décrypte la réalité de l'électorat du PS, du PCF, du Front National et des autres formations dans chaque catégorie sociale. Il « raconte » sociologiquement l'éviction de Jospin. C'est édifiant. [Voir annexe 1] Pierre Mauroy, inquiet, avait tancé celui qui voulait « présider autrement » une « France moderne », quelques jours avant le funeste 1^{er} tour : « Tu ne parles pas aux ouvriers, Lionel... employé, ouvriers ne sont pas des gros mots » Ces mises en garde n'étaient plus de saison : devenu un parti de managers, le PS est totalement étranger au monde du salariat. Ce rejet va de pair avec l'ampleur, sans égale, de l'abstention dans les quartiers populaires.

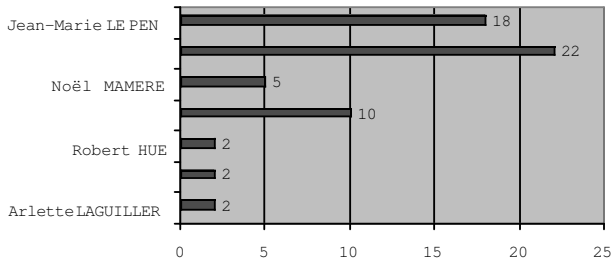
Non seulement le Parti Socialiste n'existe quasiment plus comme parti des salariés, mais un implacable processus de dislocation le mine. J.-P. Chevènement, Georges Sarre, Max Gallo sont d'anciens dirigeants socialistes. L'orientation de J.-P. Chevènement, allié à des mercenaires de Pasqua, à des éléments d'extrême droite, à des royalistes, mélangeant discours nationaliste et pose de Bonaparte-Boulangier, est révélatrice des tentations « néo » qu'on verra demain s'exprimer plus ouvertement encore ; ainsi J.-M. Bockel, enthousiaste partisan du libéralisme, et dont nombre de positions rejoignent celles des amis de J.-M. Le Pen, ou encore J.-M. Le Guen, dénonçant les corporatismes...

Au lendemain des législatives, le PS va inévitablement entrer en convulsions ; tous les courants, à l'exception de celui animé par Henri Emmanuelli, ont participé aux deux gouvernements de Jospin. Cette fois, le

CHOMEURS



PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU
COMMERCE





Annexe 1- Le vote des catégories sociales.

Question : pour quel candidat venez-vous de voter ? (sondage sortie des urnes CSA/La tribune) réponses en %

« droit d'inventaire » ne suffira pas. D'autant que nul n'a soufflé lorsque Lionel Jospin a décidé d'inverser le calendrier électoral, de remettre la V^e République sur ses pieds, de supprimer, autant que faire se pouvait, le risque de cohabitation, avec, comme pour le quinquennat, le soutien de Giscard et de Bayrou ! N'oublions pas que le candidat Jospin a inauguré sa campagne par l'édition d'un livre d'Olivier Schrameck, directeur de cabinet, conseiller d'État, qui n'a jamais été socialiste, mais qu'importe, où l'on trouve un vibrant plaidoyer contre la « cohabitation », pour un retour à la cohérence gaulliste des institutions ! Les candidats de l'UMP s'en sont souvenus...

Certes, le Parti Socialiste compte encore des militants socialistes. Mais peu. Et parmi eux, combien auront le courage de se battre pour se rassembler et agir sur une orientation anti-capitaliste ? Aux intéressés de répondre. Mais le Parti fondé par Mitterrand est moribond. Il connaîtra des affrontements internes, des conflits d'ambition : mais c'est la ligne « Plus blairiste que moi, tu meurs » qui inévitablement l'emportera. Ceux

qui voudront rester socialistes devront aller ailleurs. Car maintenant, le PS est devenu un parti démocrate à la française. Cette fois, « ils ne reviendront pas » [6]. Sauf alliés à des partis de la bourgeoisie, dans une combinaison d'union nationale.

LE PC ET LA CGT

Le PC est mort. Pas encore enterré, mais mort. Il perd 1 500 000 voix par rapport à la présidentielle de 95 et rassemble donc... moins d'un million d'électeurs. Il a sauvé de justesse son groupe à l'Assemblée nationale. Symbole de la politique suivie durant cinq ans, Robert Hue est battu dans une circonscription Bezons-Argenteuil, détenue depuis 1925 ! Mais le sort du PCF n'est pas simplement lié à sa quasi disparition électorale. Sa longue participation gouvernementale, la part active qu'il a prise dans la politique anti-ouvrière a achevé un long processus, international et national, de rejet du stalinisme par les militants ouvriers, les salariés et les jeunes. Restent de vieux militants usés, sans capacité d'initiative, fût-ce chez les « opposants », tous plus

ou moins nostalgiques de l'âge d'or d'un appareil qui heureusement n'est plus... Ici et là, on vivote grâce à une mairie, un député, une prébende. Ce sont des îlots de clientélisme. On ne parle plus d'ouvriers, d'employés, de travailleurs. On dit « les gens ». D'anciens bureaucrates bégaient des critiques velléitaires contre la direction, incapables d'agir, sans audace politique : c'est la réalité de l'opposition interne. Le passé totalitaire, jamais vraiment analysé, pèse. Il conduira certains fantômes du néostalinisme aux aventures et aux dérives les plus douteuses (cf. Maxime Gremetz ou Rémy Auchédé). Les « refondateurs » iront à droite toute, l'inculture marxiste facilitant ce mouvement. Naturellement, quelques groupes de militants rejoindront les révolutionnaires et ils seront les bienvenus, mais le résultat sera loin des « gros bataillons » de militants ouvriers dont nous rêvions dans notre jeunesse. Cette appréciation était fautive. Dans les pays capitalistes comme en URSS, la crise du stalinisme n'aura finalement provoqué aucune rupture positive, historiquement significative pour la cause du socialisme démocratique.

La seule question sérieuse que la disparition du PCF va poser, c'est évidemment l'avenir de la CGT. La plupart des militants de la Confédération ont rejeté la politique de la gauche gouvernementale [7]. Mais la direction de la CGT s'est engagée (voir les projets de privatisation d'EDF ou l'épargne salariale) dans la politique d'accompagnement social du libéralisme, chère au PS et à la CFDT. Le problème qui va se poser, concrètement, pour sauver l'organisation syndicale, son indépendance de classe, c'est de battre les partisans de la gauche plurielle, donc du capitalisme. C'est-à-dire ses diri-

geants actuels. De très nombreux militants syndicaux refuseront de brader la confédération sur l'autel du libéralisme. Le syndicat au service des syndiqués : cette revendication politique va dans les temps qui viennent être au centre de l'action de tous les militants ouvriers.

LE FRONT NATIONAL

Le désastre du PS, la disparition du PCF, l'explosion de la gauche plurielle d'un côté, l'ampleur des abstentions et les 3 millions de voix obtenues par LO, la LCR et le PT de l'autre, expliquaient l'éviction de Lionel Jospin. Toute honte bue, les dirigeants du PS et du PCF nous ont alors annoncé qu'il y avait un danger fasciste ! Il fallait donc voter Chirac contre le Pen.

Danger fasciste ? C'est faux. Totale-ment faux. Ce danger n'existait ni dans la rue, ni dans les usines, ni dans les urnes. Électoralement, il suffit pour s'en convaincre de prendre connaissance du graphique des résultats du Front National depuis 1984, tel que Le Figaro le publie dans un remarquable « hors série » consacré aux élections. [Voir annexe II]

Le FN gagne moins de 300 000 voix sur ses meilleurs résultats, et même si on y ajoute les voix de Megret (MNR) le total (5 500 000 voix) est inférieur aux 6 millions de voix de Le Pen et de De Villiers en 1995. Or ces électors pour partie se recourent.

Le Front National progresse donc très légèrement en voix. Le Pen a d'ailleurs mené, volontairement, une campagne sans éclats, sans violence verbale, sans provocation. Il a

cherché à se notabiliser en s'adressant, en particulier, aux « petits », aux « sans grade », aux victimes de la « mondialisation » dénonçant la corruption de J. Chirac, sans jamais attaquer frontalement le PS ou le PC. Parti raciste, antisémite, xénophobe, le Front National rassemble dorénavant électoralement une fraction significative des salariés victimes de la politique social-libérale. Chaque plan social, chaque « réforme », chaque décision prise à Bruxelles « nourrit » le Front National. La qualification de Le Pen, c'est l'expression réactionnaire de l'effondrement du PS, de la disparition du PCF. Et son expression progressiste se matérialise dans les trois millions de femmes et d'hommes qui ont voté LCR et LO. La présence de Le Pen au second tour est un symbole révélateur du re-

jet du PS et du PCF et du discrédit des candidats bourgeois. Chirac obtient moins de 20 %, Bayrou moins de 7 % et Madelin 3,5 %

Naturellement, nous comprenons l'émotion que ce résultat a provoquée chez les militants, les salariés, les jeunes, et nous la partageons. Et, naturellement, nous avons manifesté avec les jeunes qui, à cette occasion, par centaines de milliers, ont fait leur entrée dans l'action politique.

Mais en aucun cas il n'y avait danger fasciste [8].

Lorsque la bourgeoisie s'avère incapable de gouverner, soit par ses partis, soit avec la participation des partis de « gauche », et que les affrontements avec la classe ouvrière menacent directement son pouvoir dans une situation de dislocation économique aiguë, de chaos social absolu, le fascisme peut être l'ultime solution pour le capital. Lorsque l'impuissance du parlementarisme se transforme en crise de régime, lorsque l'ombre de la révolution socialiste terrorise les dirigeants du capital financier et industriel, lorsque l'armée, la police ne sont plus sûrs, ils prennent alors la décision, ultime, d'utiliser les organisations fascistes contre les salariés, de les financer. Un parti fasciste recrute ses militants, ses reîtres, dans les couches lumpenisées de la société, petite bourgeoisie ruinée, chômeurs désespérés, paysans expropriés, et les organise dans la violence directe contre les organisations ouvrières, partis et syndicats. Le fascisme est l'un des acteurs de la guerre civile qui vient. Pour qu'il y ait contre-révolution, il faut qu'il y ait risque à bref délai de révolution.

Étions-nous le 21 avril dans cette situation ? Non. Mille fois non !

Risquons une hypothèse de politique-fiction. Imaginons que Jospin

ait obtenu 300 000 voix de plus. Il était qualifié. Nous avons alors le « duel » prévu Chirac-Jospin. Que se serait-il passé ? Le Pen, comme il l'avait annoncé, aurait tout mis en œuvre pour faire battre le candidat de la bourgeoisie Chirac, et aurait tenté de faire élire... L. Jospin !

Les dirigeants du PCF, du PS auraient-ils crié au danger fasciste ? Auraient-ils refusé ces voix ? Évidemment non. Souvenons-nous de J.-P. Soissons, ministre de Mitterrand, élu avec les voix du FN à la tête de la Bourgogne. Ce scénario était d'ailleurs celui qu'évoquaient, off the record, c'est-à-dire entre eux, « les gens sérieux », dirigeants de la gauche, sondeurs et journalistes : Le Pen allait faire battre Chirac. L'ampleur de l'abstention, l'effondrement de Jospin ont bouleversé ce calcul.

En appelant à voter Chirac, les dirigeants du PC, du PS, des Verts, se sont (encore plus) déconsidérés. Responsables de la qualification de Le Pen, ils ont tenté d'organiser la panique des salariés et des jeunes, de culpabiliser ceux qui avaient refusé de voter pour eux, développant des « raisonnements » insensés, absurdes. En votant Chirac, vous ne votez pas Chirac, vous votez contre Le Pen. Plus il y aura de voix pour Chirac, plus il y en aura pour la République... Plébiscitez Chirac ! Hystériques, ils ont organisé l'union nationale avec Marseillaise et drapeau tricolore. En fait, Chirac disposait de suffisamment de réserve de voix, avec Bayrou, Madelin, Boutin, les chasseurs, le pôle républicain, pour battre Le Pen au second tour, sans que le PS et le PCF et les Verts n'appellent à l'union sacrée pour plébisciter le dernier candidat du MEDEF paré pour l'occasion de toutes les vertus démocratiques, morales... et républicaines. L'appel au vote blanc ou

à l'abstention aurait permis de s'interroger sur l'origine, les causes du succès de Le Pen, de mobiliser contre lui. Et peut-être d'en finir avec la V^e République. Or, l'opération « sauvez la République » visait à fortifier une V^e République dont le premier tour révélait l'extrême fragilité. Il fallait donc garder son calme. Ne pas céder à « l'union sacrée » qui toujours dessert les salariés, profite à la bourgeoisie et fortifie l'extrême droite qui se présente alors comme victime du « système » Lutte Ouvrière n'a pas cédé à cet affolement [9]. Ni le Parti des Travailleurs. Ni notre ami Pierre Broué. Ni beaucoup d'autres. Ils ont eu raison. Les dirigeants de la Ligue Communiste ont résisté huit jours à la pression de la gauche, « de la famille » [10], puis ont cédé et appelé à combattre « Le Pen dans la rue et dans les urnes ». Donc à voter Chirac. C'est affligeant, c'est tout simplement abandonner le terrain de classe et surtout s'exonérer du combat contre les responsables de cette situation, Jospin et Chirac.

Répétons-le, le Front National n'est pas, pour l'heure, un parti fasciste candidat sérieux au pouvoir. C'est un parti d'extrême droite capitaliste. Un parti ultra « petit blanc ». Ultra libéral, nationaliste. Ultra raciste, xénophobe. Un parti qui a pris son essor sur les reniements du mitterrandisme, puis qui a bénéficié de la cohabitation, merveilleuse illustration du « système », du programme unique de construction européenne maastrichienne mené par Chirac et Jospin. Ainsi de l'accord sur les retraites, la privatisation d'EDF et le respect du « pacte de stabilité » signés par les « deux têtes de l'exécutif », à Barcelone quelques jours avant le premier tour...

« Le peuple, écrit Trotsky, peut chercher la solution dans le désespoir

contre révolutionnaire ».

Le Front National [11] peut, dans les années qui viennent, devenir une « solution » de ce type. Encore faut-il que le désespoir l'emporte, que les salariés soient défaits. Que la réaction l'emporte. Que les organisations ouvrières soient détruites par le fer et par le feu. Nous n'en sommes pas là. La mobilisation contre l'extrême droite doit se mener spécifiquement, mais dans le cadre de la lutte contre le capitalisme et ses partis. Si dans toute l'Europe apparaissent des formations ultra réactionnaires, xénophobes, racistes, antisémites, c'est que partout, « droite » et « gauche », en commun, ou par l'alternance, mettent en œuvre le programme unique de la mondialisation, l'Europe du traité de Maastricht. Les victimes sociales de cette politique sont des proies qui peuvent être facilement manipulées par toutes les canailles d'extrême droite.

Ce n'est qu'en luttant contre le capitalisme européen qu'on peut faire refluer l'extrême droite. À Paris, à Vienne ou à Rome.

D'où l'importance théorique et pratique des États-Unis socialistes d'Europe, opposés, point par point, à l'Europe du libéralisme. Seule cette perspective peut unir les salariés de chaque pays, défaire l'extrême droite, ouvrir une alternative progressiste. Voter Chirac était donc une énorme bêtise. Des camarades de Carré Rouge ont d'ailleurs revendiqué cette position. Nul ne leur jette la pierre. Mais nous maintenons que c'était une erreur. Il est donc naturel, nécessaire de débattre de ce problème, fraternellement. D'autant plus que le 21 avril, pour la première fois en France depuis la nuit des temps, depuis qu'il était « minuit dans le siècle », les organisations trotskistes ont fait leur jonction avec les

masses. Précisons et insistons : la LCR, LO et le PT ont établi cette rencontre sur le terrain le plus difficile qui soit pour des révolutionnaires. Celui des élections. Certes Arlette Laguiller est une habituée de cet exercice, mais ce n'était pas le cas d'Olivier Besancenot ou de Daniel Gluckstein. Surtout, les candidats révolutionnaires n'ont aucune « crédibilité » sur ce plan. Ils n'ont jamais « gouverné » une ville, une région. Ils n'ont pas de clientèle et c'est peu dire que les médias les ont chichement invités à s'exprimer. Enfin, les jeunes, les travailleurs immigrés n'avaient pas le droit à la parole. Malgré ces handicaps, le succès était au rendez-vous. Trois millions d'électeurs. C'est aussi ce qu'il fallait, à tout prix, le plus longtemps possible, masquer auprès de l'opinion publique ouvrière. Car, pour le coup, c'est vraiment un événement historique.

UN ÉVÉNEMENT

HISTORIQUE,

PAS UN MIRACLE

La réélection de J. Chirac est un miracle. Pas les scores d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot.

S'agissant du PT, constatons simplement que Daniel Gluckstein obtient 0,47 % alors que Pierre Lambert avait obtenu 0,48 % en 1988... Certes Daniel Gluckstein gagne quinze mille voix, mais ce n'est pas la preuve d'un progrès manifeste. Le PT paye-t-il sa politique de groupe de pression syndical, son refus de débattre avec quiconque n'est pas d'accord avec lui, l'absence de discussion démocratique interne ou son mépris pour la LCR, LO, ou plus probablement son inexistence dans les luttes des classes et de la jeunesse

depuis de longues années ? Aux militants de cette organisation de répondre. Le score ridicule du PT soulève d'autant plus d'interrogations que D. Gluckstein a mené une bonne campagne (c'est un orateur percutant) et qu'il n'a pas été moins présent que Besancenot dans les médias. On peut craindre que le PT soit devenu la branche morte de l'arbre du trotskisme.

L'essentiel, c'est donc le maintien du score de Lutte Ouvrière et la percée du candidat de la LCR. Ces deux organisations ont obtenu 2 800 000 voix.

La direction de Lutte Ouvrière avait refusé un accord avec la LCR pour un candidat unique à la présidentielle, sûre de son « électorat », de sa candidate. Arlette Laguiller a repris le même discours qu'en 1995. Dans ses réunions, qui connaissaient une forte affluence, elle répétait : donnez-moi un score à deux chiffres et alors, nous « reconstruirons » un « vrai parti communiste » sinon, vous serez privés de dessert révolutionnaire. Finalement, le score à deux chiffres a été atteint grâce... aux voix d'Olivier Besancenot. Refus systématique de candidatures communes ou partagées aux législatives. Refus de débattre avec les autres organisations, en particulier la LCR, de participer à un front anticapitaliste, d'admettre qu'on puisse agir en commun tout en discutant fraternellement de divergences sérieuses (vote Chirac, gauche de la gauche), bref, cette prétention — ridicule — à l'hégémonie « électorale » a été battue en brèche aux présidentielles, mais également aux législatives.

Qu'il s'agisse de son programme, de sa pratique interne, des rapports qu'elle entretient avec les autres organisations révolutionnaires, Lutte Ouvrière est à la croisée des che-

mins.

Si elle souhaite jouer un rôle positif dans la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire, mener avec la Ligue et les autres groupes de militants des campagnes politiques de défense des salariés, tout en discutant des analyses, des points de vue différents, Lutte Ouvrière changera d'attitude, prendra des initiatives unitaires. Dans le cas contraire, elle se repliera, se bunkerisera. Avec les risques d'une telle attitude. Les grands appareils n'ont pas résisté à la division, les petits appareils n'y résisteront pas plus.

Le succès d'Olivier Besancenot, pour sa part, ne peut être réduit à une heureuse opération de communication.

En inscrivant sa campagne dans les mobilisations contre la mondialisation initiées à Seattle, Gênes, Porto Alegre (pour le camp international de la jeunesse), la LCR a renoué avec l'internationalisme, donné son sens au combat anticapitaliste en France. Exerçant, après des études universitaires, le métier de facteur pour lequel il est surqualifié, O. Besancenot répétait que, la campagne terminée, il rejoindrait son travail ; cette attitude a été particulièrement bien accueillie parmi les précaires, les salariés, les centaines de milliers de jeunes, et nombre de syndicalistes. Le candidat de la LCR est apparu comme un porte-parole « non professionnel », un élu comme les salariés souhaitent qu'ils le soient tous. Avec un mandat précis, révocable à tout moment. La critique du libéralisme de droite et de gauche a également assuré le succès de sa campagne. Ce résultat s'inscrit dans un processus de radicalisation politique d'ensemble : le combat des SUD, le succès d'AT-TAC, et surtout les grèves, dures et longues, de McDonald, de la FNAC,

de Go Sports, des femmes émigrées d'ACCOR, et plus généralement des salariés du secteur public, hospitaliers, cheminots, instituteurs, médecins... Malgré ses limites, son opportunisme à l'égard de la « gauche », le candidat de la Ligue offrait aux combattants de la lutte des classes un pôle de cristallisation politique, différent de celui de Lutte Ouvrière.

De surcroît, le fait que la LCR apparaisse comme la seule organisation trotskiste ouverte sur la société (parfois trop ?) au fonctionnement démocratique a, à l'évidence, joué un rôle positif déterminant.

Au total, c'est un résultat qui, avec celui de Lutte Ouvrière, prouve que l'abstention n'est pas inévitable, que le regroupement politique anticapitaliste de masse peut vraiment être à l'ordre du jour en France, qu'un espoir sérieux commence à exister.

Encore faut-il apprécier cette opportunité historique.

PENSER

LA NOUVELLE

SITUATION

Depuis la fin des années vingt, avec savoir-faire, application, sens du sacrifice, le PCF a, aux ordres de Moscou, fait régner l'ordre dans la lutte des classes en France. Il n'a jamais pu empêcher que cette lutte s'exprime ; par contre, il a toujours dirigé, encadré les salariés, organisant la division, conduisant à l'échec, voire à la contre-révolution, interdisant de poser le problème du pouvoir ouvrier démocratique, de la réelle alternative au capitalisme. C'est finalement grâce au stalinisme que François Mitterrand a pu reconstruire le PS sur la gauche du PCF, qui montait la garde pour défendre la bourgeoisie française, notamment Giscard d'Estaing !

Ensuite, même affaibli, de 1981 (15 %) à la chute du Mur de Berlin, il a continué à garantir (de moins en moins) la paix sociale à la gauche unie ou plurielle. Lionel Jospin n'a cessé de vanter l'excellence du travail des ministres communistes. Ils appliquaient la « ligne » sans états d'âme.

Il va nous falloir intégrer intellectuellement l'heureuse disparition de cette force contre révolutionnaire. Repenser le nouveau mouvement ouvrier.

Comme l'écrit Yves Bonin dans une note au Comité de Rédaction : « A cela s'ajoute un autre phénomène, presque psychologique : toutes les représentations qui nous étaient familières se sont effondrées. La fin du PCF est signée, promesse d'éclatement du PS qui ne peut pas ne pas se déchirer après les législatives, et ce sera la fin du PS d'Epinay qui a rythmé la vie politique depuis 1971. En somme, toutes ces entités par rapport auxquelles nous nous sommes formés nous-mêmes, contre lesquelles nous nous sommes construits comme militants (et c'est tout à notre honneur !) ont fini leur temps.

C'est dire que nos représentations mentales, les "lunettes" au travers desquelles nous avons construit notre pensée, notre "réel", nos réflexes, s'effondrent et disparaissent.

Panique ! Le réflexe naturel est de tenter de s'accrocher à ce monde qui se dérobe devant nous, de continuer à réfléchir selon ces représentations mentales dont les bases matérielles ont depuis disparu ».

Il a mille fois raison. D'autant que les derniers bureaucrates du PCF, comme la « gauche » du PS, vont, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, multiplier les clins d'œil aux militants révolutionnaires : États généraux, fo-

rum, actions avec le mouvement social, tout sera mis en œuvre pour nous attirer sur le terrain d'une tentative d'union de la gauche... et de l'extrême gauche.

Il va falloir définir les objectifs politiques avec précision.

Deux problèmes, distincts et dialectiquement liés, sont à l'ordre du jour. Un plan d'action des salariés, de la jeunesse. Et l'élaboration d'un nouveau programme socialiste.

UN PROGRAMME

D'URGENCE,

D'ACTION, D'UNITÉ

Urgence à défendre le système de retraites par répartition à 37,5 annuités pour le public et le privé.

Urgence à combattre l'annualisation du temps de travail, la flexibilité, donc les prétendus 35 heures. 35 heures par semaine payées 39.

Urgence à défendre tous les services publics, en refusant toute nouvelle prise de « participation industrielle », c'est-à-dire toute nouvelle privatisation.

Urgence à défendre les sans-papiers, à exiger leur régularisation, l'abrogation des lois liberticides mises en œuvre par la droite et la gauche.

Urgence à interdire tout nouveau licenciement, urgence à défendre les sans logement, les chômeurs, les exclus. Urgence à unir les salariés dans l'action.

La définition d'un tel plan d'unité, d'action peut constituer, après discussion, la base d'un accord entre tous les militants révolutionnaires. Tout naturellement, l'adoption d'un tel outil débouchera sur l'agitation, les initiatives pour la grève générale. La lutte pour le front unique syndical. Agir sur ce plan amènera l'appareil

du PS, les décombres du PCF à se déterminer par rapport aux besoins des salariés, donc par rapport aux révolutionnaires. Et non l'inverse.

UN NOUVEAU

PROGRAMME POUR

LE SOCIALISME

Lors des dernières élections, dans les grèves, les manifestations, les organisations révolutionnaires étaient politiquement les seules à prendre en charge explicitement la défense des salariés, des chômeurs, des immigrés.

Il faut maintenant, en parallèle avec la définition d'un plan d'urgence, d'action, élaborer un nouveau programme socialiste, définir son actualité, sa modernité. Évidemment, l'ambition de définir un projet contre la mondialisation capitaliste implique une démarche internationaliste. Un projet alternatif.

Il ne suffira pas de dire ce qui est juste dans la lutte des classes. Encore faudra-t-il lier chaque combat, chaque revendication à une vision d'ensemble pour le socialisme démocratique. Et en la matière, c'est peu dire qu'il y a fort à faire. Nous avons tous besoin de ce débat, de cette vivante confrontation des idées.

Les femmes et les hommes qui ont voté pour la LCR, LO et le PT leur ont adressé un signe fort. D'intérêt, de sympathie, voire pour un certain nombre, un accord plus sérieux. Des milliers d'entre eux sont disponibles pour l'action révolutionnaire. Depuis 1995, cette radicalisation politique s'exprime dans les syndicats, dans la lutte des classes directe, dans la mobilisation de centaines de milliers de jeunes lors des manifestations anti Le Pen. Ce résultat s'est nourri de

mille initiatives souterraines, locales, dans les entreprises, les banlieues, les associations, les réseaux. Répétons-le, ce vote de masse vient de loin ; mais il n'est pas définitif. Nul n'en est propriétaire. On l'a vu aux législatives où la folle multiplication des candidatures (LO, LCR, PT, alternatifs, opposants du PCF), liée à la volonté d'une partie des salariés de voter « utile », a renvoyé la plupart des électeurs, notamment les jeunes, vers l'abstention.[12] C'est un avertissement. Rien n'est acquis, mais beaucoup est maintenant du domaine du possible, à cette échelle. Les révolutionnaires doivent s'adresser aux millions de femmes, d'hommes, qui ont voté le 21 avril. Aux abstentionnistes : 12 millions aux présidentielles, 15 (!) aux législatives, aller à leur rencontre. Sans concessions, mais sans sectarisme. À cet égard, l'initiative prise par la LCR d'appeler à la discussion publique pour avancer vers une nouvelle formation anticapitaliste est sérieuse, réaliste, bienvenue. Nous avons décidé d'y répondre positivement.

Car si c'est dans la lutte des classes qu'en définitive le véritable baptême du feu aura lieu, les luttes, les grèves, même les luttes victorieuses d'ensemble ne disent pas comment le pays doit être reconstruit, comment l'Europe des peuples, des travailleurs, sera rebâtie. Seule une formation anti-capitaliste, révolutionnaire, peut montrer le chemin. Proposer des solutions, poser les questions, susciter avec les masses les nécessaires débats.

Toutes les formations, tous les groupes qui refuseront cette démarche unitaire, collective, se dresseront comme autant d'obstacles. Mais, au bout du bout, ce sont les militants qui décideront.

DE JOSPIN À RAFFARIN

Grâce à l'inversion du calendrier électoral et l'adoption du quinquennat décidé par Lionel Jospin avec le soutien de F. Bayrou et Giscard d'Estaing, Chirac dispose dorénavant de tous les pouvoirs.

Grâce à la politique de la gauche plurielle, le plébiscite pour Chirac au 2^e tour a amplifié l'effondrement du PCF et le désastre du PS, qui apparemment résiste mieux, mais « vampire » à son profit, selon l'excellente formule de François Hollande, les électeurs du MDC, des Verts, du PRG, des Communistes... Il n'empêche. Le PS continue sa descente aux enfers dans les quartiers ouvriers et populaires.

Olivier Schrameck avait écrit l'argumentaire contre la cohabitation ; Juppé l'a diffusé à ses candidats, pour que Chirac puisse « présider autrement ». Cocasse.

C'est donc une chambre bleu horizon-UMP qui donne au trio Chirac-Juppé-Raffarin tous les pouvoirs.

Jamais depuis de Gaulle la V^e République n'a donc eu si bonne mine. Tout est institutionnellement en place : dans un récent éditorial, Serge July modère cependant l'enthousiasme des nouveaux gouvernants : « L'ampleur de l'abstention est telle qu'il sera en effet difficile à la majorité annoncée de faire comme si de rien n'était, comme si rien ne s'était passé (le 21 avril), d'oublier que l'atmosphère reste socialement explosive ».

De fait, Chirac, qui au premier tour a obtenu le plus mauvais score de l'histoire de la V^e République, obtient le meilleur au second. La débâcle, annoncée, de l'ex-gauche plurielle aux législatives ne gomme en rien les rapports politiques réels dans le

pays [13]. Au contraire.

Le gouvernement Lionel Jospin avait terminé son mandat en privatisant les autoroutes, et en matraquant instituteurs de Loire-Atlantique et cortèges hospitaliers.

Le gouvernement Raffarin a certes commencé par matraquer les médecins, mais, immédiatement, il a dû céder à leurs légitimes revendications. Et l'accord qui leur accorde les 20 euros supprime toute sanction financière, collective ou individuelle. En clair, la victoire des médecins après sept mois de grève se fait contre le plan Juppé.

Certes, cet élément est encore limité, mais illustre l'ampleur des problèmes auxquels Chirac-Juppé-Raffarin, et leur majorité écrasante vont être confrontés.

C'était il y a un siècle... le 1^{er} mars, Claude Imbert, éditorialiste du Point, s'interrogeait : « Qui pourra saisir sans broncher la "patate chaude" des retraites où la rue censura Juppé ? Qui pourra nettoyer la fiscalité la plus moisie d'Occident, imposer une retenue à la source partout adoptée en Europe et contre laquelle les syndicats de Bercy, qui firent déjà céder Jospin, songent à braver ces jours-ci, l'électeur — grande première pré-électorale ! — par une grève préventive ? Qui pourra bouger l'Éducation nationale, dont le cul de plomb écrasa Allègre ? Qui pourra demain briser les barrages routiers, les saccages paysans, interdire le coma à répétition de la SNCF ? Dans une pétouidière, qui croit encore au roi Pétaud ? » Et, quelques lignes plus loin, l'éditorialiste du Point de répondre en posant le problème dans sa véritable dimension : « Si comme de bons esprits le pensent, la France est aujourd'hui dans la situation bloquée de l'Angleterre des années soixante-dix, il faut imaginer à son exemple des

soins radicaux. La ruse, le savoir-faire des grands "communicants" suffiront-ils ? Demandez-le donc au plus accompli d'entre eux, Tony Blair, et il vous confiera mezzo voce, qu'avant lui il y eut... Margaret Thatcher. En certaines circonstances, seule la force de caractère sied à l'homme d'État ».

Le programme que Claude Imbert fixe au futur président est simple : affronter brutalement, plus efficacement qu'en 1995, les salariés. En prenant tous les risques. À la manière de la dame de fer contre les mineurs britanniques.

Claude Imbert dirige un hebdomadaire représentatif des cercles dirigeants du capital financier. Son opinion doit être entendue. Mais tous ne sont pas au diapason. Ainsi, de l'architecte de l'Europe de Maastricht, de l'ancien président de la commission européenne, J. Delors.

Au vu des résultats du premier tour des élections présidentielles, mais aussi de la situation en Allemagne, en Italie, Jacques Delors polémique directement avec le président de la Banque Centrale Européenne, la commission européenne, mais également les dirigeants socialistes qui exigent de Chirac (!) le respect du pacte de stabilité. Dans une déclaration solennelle, il fait savoir que : « Je ne partage pas cette obsession de la rigidité budgétaire ; les gens ne veulent plus entendre ces théories de modération salariale permanente comme le montrent les grèves en Allemagne ».

Jacques Delors est l'un de ces « hommes d'État » qu'interpelle l'éditorialiste du Point. Il a bâti l'Europe des marchés, de la déréglementation ; il pense évidemment qu'il faut poursuivre sur cette voie, mais qu'au moins il faut faire une « pause », éviter, comme en Allemagne dans la

métallurgie, en Italie, en Espagne et en France ces grèves générales qui peuvent tout compromettre, tout faire exploser. Jacques Delors a peur, et met en garde les dirigeants européens, au premier chef Jacques Chirac.

Le trio Chirac-Raffarin-Juppé doit maintenant choisir une stratégie : affronter directement les salariés ou louvoyer avec l'aide des appareils syndicaux.

Les résultats électoraux des législatives doivent être relativisés. La droite parlementaire n'a toujours pas retrouvé ses scores de 1995 [14]. Lorsque le ministre François Fillon souligne la gravité de la « crise sociale et politique » qui ronge le pays, il dit vrai. Et de préciser que les résultats du 21 avril ne doivent pas être oubliés, car ils disent « l'ampleur, la profondeur » de cette crise. Cette fois, la défaite des partis dits de gauche n'est pas ressentie comme celle des salariés. Elle ne les affecte pas. Le MEDEF avait deux candidats. L'un a été balayé, l'autre devra être affronté sur le terrain de la lutte des classes, par ses méthodes. Les salariés en ont les moyens. Ce pouvoir est fragile. Là aussi, si la gauche plurielle avait (comme elle s'y était engagée) « instillé » une dose de proportionnelle, les résultats en sièges seraient moins iniques. Quinze millions d'abstentionnistes, des millions d'électeurs du Front National et de l'extrême gauche non représentés dans l'hémicycle font de ce Parlement un théâtre d'ombres. « Car en règle générale, en France, les majorités abusives mettent les Français dans la rue » prévient Serge July, au lendemain du second tour des législatives. Les salariés devront donc, comme en décembre 1995, comme en février mars 2000, puiser dans leurs

propres forces. Il n'y a aucune raison de broyer du noir : les travailleurs du privé, du public, la jeunesse des banlieues sont debout.

« Je ne m'inquiète jamais de l'avenir. Il arrive bien assez tôt » aimait à dire Albert Einstein. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les salariés commencent à se tourner vers les révolutionnaires. C'est un début possible, rien de plus. Mais un véritable signe politique. Une fraction, encore largement minoritaire, des salariés sent, pense que si dans les mois et années qui viennent l'offensive libérale n'est pas brisée, le risque du pire, alors oui, du danger fasciste s'incarnera dans la réalité. La politique de la social-démocratie, du PCF sont porteurs de cette possible catastrophe. Les inventeurs du « possible » capitaliste nous conduisent dans le mur. Alors, ouvrons les yeux sur le grand large. Les événements d'Argentine [15] interpellent les militants révolutionnaires. La société capitaliste se décompose. Mais il n'y a jamais, nulle part, de « crise finale » du capital. Si les salariés ne sont pas capables d'apporter des réponses démocratiques, sociales, économiques à la faillite du système, la contre révolution apportera ses « solutions ». Et pendant ce temps, les organisations révolutionnaires puissantes, essentiellement les trotskistes s'opposent, se combattent, incapables d'agir en commun. Cette caricature doit nous faire réfléchir. L'histoire ne repasse pas les plats. Le capital électoral des candidats LO, LCR, PT, investi dans la lutte des classes, peut être d'un bon rapport si, parallèlement, progressent, se multiplient les initiatives politiques pour transformer l'espoir qui s'est manifesté le 21 avril en propositions pour rassembler des centaines de milliers de femmes et d'hommes au

sein d'un parti anticapitaliste. Cette fois l'espoir existe vraiment.

Notes

1- C'est à cette époque que l'ambassadeur américain, après avoir rencontré Gaysot manifesta son enthousiasme pour les « communistes de cette qualité ». Bouyghes, Hachette, sans sectarisme, entraîent d'ailleurs au capital de l'Humanité...

2- Lire l'excellent dossier sur l'enseignement professionnel réalisé par Y. Bonin dans le numéro 20 de Carré Rouge.

3- Si nous ne citons pas les dirigeants des grandes confédérations ouvrières, c'est qu'à l'exception de SUD, de la CNT, ou de syndicats locaux (la CGT chômeurs à Marseille) les confédérations ont totalement laissé tomber cette immense zone de misère et d'exclusion. Comme les « sans papiers » ou, pire, les victimes de la « double peine ».

4- C'est la misère qui pousse les hommes dans la police, les femmes dans la prostitution, écrivait Marx.

5- Lorsque le nouveau ministre de l'Intérieur de droite, N. Sarkozy, présente le 29 mai un projet de loi sur la sécurité au conseil des ministres, Daniel Vaillant réagit immédiatement : « C'est du copié-collé. Je retrouve presque mot pour mot les objectifs inscrits dans deux documents de démarche stratégique, préparés depuis huit mois par la Direction générale de la police Nationale, que j'ai remis à Nicolas Sarkozy lors de la passation des pouvoirs ». Faut-il commenter ? !

6- Jusqu'alors, lorsque le PS « perdait » les élections, ses dirigeants quittant les palais nationaux affirmaient « Nous reviendrons ». Parfois, ils chantaient même l'Internationale...

7- Rappelons qu'avant le premier tour, Robert Hue a été (pacifiquement) exclu d'une manifestation de la CGT...

8- Nous conseillons à nos lecteurs de relire, ou de lire, sur cette question du fascisme, le lumineux OÙ va la France ? de Léon Trotsky.

9- Arlette Laguiller, dont les prises de position étaient justes mais maladroitement ex-

primées, a été insultée, traînée dans la boue, avec les pires arguments... fascistes !

10- Dans cette « famille », il y avait cette fois, ne l'oublions pas, le MEDEF. Si le fascisme était à l'ordre du jour, des secteurs significatifs du patronat se seraient exprimés en faveur de J.-M. Le Pen...

11- Dans les n° 5 et 6, Carré Rouge a publié une étude particulièrement sérieuse de René GAT sur Fascisme et grand capital, le célèbre ouvrage de Daniel Guérin

12- Dans ces conditions, 680 000 électeurs pour la LCF, LO, le PT, c'est un résultat qui n'est même pas ridicule...

13- Entre les deux tours, affirmaient nombre de dirigeants du PS (dont... Lionel Jospin) ainsi que des experts, il y aurait un sursaut qui réduirait la défaite de la « gauche ». Il n'en a rien été. L'augmentation (record des records) de l'abstention, des bulletins blancs ou nuls, indique même que volontairement des centaines de milliers de salariés ont voulu « punir » le maximum de responsables de « gauche » : Martine Aubry, Robert Hue, Pierre Moscovici, J.-P. Chevènement, G. Frèche, etc. En somme la première manifestation de la France « d'en bas » La prochaine concernera le gouvernement de M. Raffarin.

14- Quant à l'extrême droite qui obtient 11 % pour le FN et 1 % pour Mégret, nul ne l'évoque plus. En somme, il n'y a plus de danger fasciste...

15- Voir le livre de nos amis François Chesnais et J.-P. Dives, intitulé : Que se vayan podos, Qu'ils s'en aillent tous.